RÉPONSES

RÉduire les POllutioNs en Santé Environnement

REVUE DE PRESSE RÉPONSES 2024

Mis à jour le 31.12.2024

N° 215
HIVER 2024
BUSINEWS
TOUTE L'ÉCONOMIE DE LA PROVENCE

TRIBUNE
Mieux dialoguer pour réussir ensemble
Par Marc Bayard

> RAPPORT AU TRAVAIL

(en) Quête de sens

Le développement du télétravail d'une part, les inquiétudes sur le devenir de la planète d'autre part, ont profondément transformé l'attente des salariés concernant leur travail. La quête de sens, la recherche d'une finalité qui dépasse la simple satisfaction personnelle deviennent désormais de plus en plus indispensable pour s'investir dans son travail. Une donnée nouvelle à laquelle les entreprises doivent être en capacité de répondre.

ACTUS
CINÉMA
Provence Studios fait briller le Sud à l'écran

FOCUS
DÉBAT PUBLIC
Le déploiement de l'éolien en mer agite les débats en Méditerranée

PORTRAIT
Alexandre CAIZERGUES
Capitaine intrépide

10 € (Abonnement 50 € / An)

TRIBUNES

Opinion, avis, coup de gueule, expertise, billet, idée, conviction, sens critique, thèse, appréciation, idéologie, impression, sensibilité…

Avenir industriel du territoire : mieux dialoguer pour réussir ensemble

par Marc Bayard

président d'Environnement Industrie

Pour réagir aux enjeux du changement climatique et retrouver plus d'autonomie et de souveraineté, l'industrie est plus que jamais un atout si l'on sait saisir les opportunités et accueillir les acteurs des filières d'avenir. Notre territoire de Fos-Étang de Berre est-il prêt et souhaite-t-il ce renouveau ?

©JCB

L'évolution des aspirations de la société, des moyens d'information…et de désinformation façonnent les attitudes et réactions et créent nombre de biais dont le bien connu NIMBY (pas dans mon jardin en bon français) ! Trouver un consensus fondé sur l'intérêt collectif n'évitera pas des impacts négatifs. S'ils ne sont pas pris en compte et traités correctement, ils seront la source d'échecs annoncés. Malgré les réponses apportées suite aux erreurs du passé, la mémoire collective est tenace et la culture de la défiance est bien ancrée, la parole officielle décrédibilisée, État et industriels confondus. Le dialogue demeure très difficile : d'un côté, la population, frustrée par un passif chargé où la santé des habitants aurait été mise au second plan face au développement économique, de l'autre, les industriels tout aussi frustrés par une image toujours dégradée en dépit d'avancées incontestables. La médiatisation surexpose les mauvaises nouvelles, les progrès restent méconnus.

Dialogue difficile ne veut pas dire impossible. Notre territoire très inventif apporte des outils au-delà des dispositifs règlementaires. A commencer par le SPPPI (Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles) créé il y a 50 ans et redynamisé en 2011 avec une gouvernance collégiale. Chacun apporte sa connaissance, exprime son point de vue, écoute celui des autres et repart souvent avec des actions. Depuis 2019, la démarche REPONSES sur la qualité de l'air amplifie ce principe. En s'ouvrant plus directement vers les citoyens et les médias, elle facilite l'accès à une information objective et vérifiée. Elle améliore ainsi la visibilité des axes de progrès. Plus récemment, le Laboratoire territorial, mis en place par la sous-préfecture, doit permettre la co-construction du territoire désiré. Les industriels avec le GMIF (Groupement maritime et industriel de Fos et sa région) participent activement à ces instances. Malheureusement, celles-ci demeurent trop peu connues de la population… Il y a encore du chemin à faire !

Des principes simples mais incontournables peuvent favoriser la réussite collective. Les concertations initiales sur les projets sont fondamentales : il faut laisser une marge de manœuvre, ne pas livrer un dossier déjà ficelé tout en présentant un projet suffisamment réfléchi. Ne pas survendre les avantages ni cacher les inconvénients, même mineurs : dire ce que l'on fait pour les traiter. La crédibilité est en jeu. Ouvrir le dialogue sur les inquiétudes légitimes : ne pas éluder, ne pas être dans le déni. La confiance est en jeu.

Rien n'est gagné d'avance même si notre bon sens nous laisse croire qu'il en va de l'intérêt collectif. Le territoire appartient à ceux qui l'habitent, qui y travaillent, qui viennent en villégiature. Notre devoir d'industriel est de démontrer que nous sommes une clé de son succès futur.

Ensemble, nous pouvons négocier ce virage décisif.

Recueilli par Jean-Christophe Barla

ÉCONOMIE - SOCIAL

L'éco d'ici

DERNIER REPLAY

La qualité de l'air s'améliore autour de l'étang de Berre

Le 29 mars 2024

02 min

https://www.francebleu.fr/emissions/la-relance-eco/provence

La Marseillaise

Pollution de l'air : le dispositif Réponses à l'écoute depuis 5 ans

Après cinq ans d'existence, le dispositif de dialogue entre les citoyens, les décideurs et les industriels semble porter ses fruits : la qualité de l'air s'améliore, mais n'atteint toujours pas un niveau suffisant pour préserver la santé des habitants.

ALICE MAGAR / MARTIGUES / 29/03/2024 | 07H33

Un panel de citoyens guide le dispositif dans les démarches de communication. PHOTO A.M.

La torche brûle en face de Provence Studios, comme un pied de nez à l'événement que les immenses hangars de cinéma accueillent. Ce jeudi 28 mars, le dispositif Réponses, qui vise à améliorer la qualité de l'air autour de l'étang de Berre, tient sa réunion publique annuelle pour présenter ses résultats.

La pollution, la santé, l'industrie, les transports... C'est autour de ses enjeux, qui font partie du quotidien des 300 000 habitants des 21 communes de l'arrondissement d'Istres, que s'articule la démarche de dialogue imaginée il y a cinq ans par le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI). L'idée : recenser les préoccupations des citoyens et y répondre, soit par des actions, soit par de l'information. Depuis 2019, la parole de plus de 4 000 habitants a été recueillie et 228 réponses ont été apportées par des collectivités, des salariés, des entreprises, des experts, des associations ou même l'État. Parmi elles, 150 sont des actions visant à améliorer la qualité de l'air ou la transparence des procédés industriels.

Des résultats concrets

Pour Marc Bayard, vice-président du Groupement maritime et industriel de Fos (GMIF), Réponses a initié une « *nouvelle dynamique* » dans le monde économique du golfe. Selon lui, les industriels ont appris à « *mieux écouter et mieux communiquer avec les riverains* ». René Tassy, président de l'association Éco-relais de la Côte Bleue approuve : « *On est passés de la méfiance à de la vigilance.* »

Mais le dispositif ne se résume pas à de la communication, c'est un « *accélérateur de projets* », d'après Marc Bayard. « *On a mis en place des unités de mesure des composés organiques volatils (COV) innovantes et uniques en France,* explique le vice-président du GMIF. *On a augmenté le nombre de points surveillés de 25% et diminué les émissions de ces particules de 24% pour les principaux émetteurs industriels de la zone.* »

Les efforts réalisés ces cinq dernières années par les différentes parties prenantes du dispositif Réponses portent leurs fruits. « *La situation et les niveaux de pollution s'améliorent, tant du côté de la circulation que des molécules industrielles,* assure Sébastien Mathiot, chargé d'action des Bouches-du-Rhône chez Atmosud. *On est passés d'un indice 6,5 à un indice 5 en dix ans. Un indice 1 permettrait de préserver la santé de la population. On se trouve donc toujours au-delà des seuils fixés par l'Organisation mondiale de la santé.* » Pour René Tassy, « *il y a des résultats mais ils ne sont pas suffisants* ». « *Ça va dans le bon sens mais on ne va pas s'arrêter là,* poursuit-il. *Ce n'est pas parce qu'on parle de décarbonation qu'il faut perdre nos objectifs de vue.* »

S'inscrire sur dispositif-reponses.org

La Marseillaise
100 016 posts

posts | Réponses | Médias | J'aime

La Marseillaise @lamarsweb · 1 h

Après 5 ans d'existence, le dispositif de dialogue entre les citoyens, les décideurs et les industriels semble porter ses fruits : la qualité de l'air s'améliore, mais...
#Martigues #air #sante

Depuis lamarseillaise.fr

1 272

Martigues - Etang de Berre - Environnement

Pollutions industrielles sur le pourtour de l'étang de Berre : cinq années de Réponses

3min

Le dispositif Réponses fête ses cinq ans d'existence. Il a été mis en place pour répondre aux inquiétudes des habitants du pourtour de l'étang de Berre sur les pollutions industrielles. Depuis sa création, Réponses peut se prévaloir de la mise en place de 150 actions, dont le dispositif "Allo Industrie". Pour célébrer cet anniversaire, une grande réunion publique bilan était organisée hier soir dans les locaux de Provence Studio.

Pour célébrer ces cinq ans d'existence, le dispositif Réponses (REduire les POllutions en Santé Environnement) a mis les petits plats dans les grands en choisissant les locaux de Provence Studio pour y tenir cette grande réunion publique précédée par la présence de nombreux stands de partenaire dont ArcelorMittal, Atmosud, l'agence régionale Paca, France Nature Environnement ou encore la Dreal...

"Réponses" qu'est-ce que c'est concrètement ? Et bien l'histoire commence dans les années 70 avec la constitution d'un Secrétariat Permanent pour les Problèmes de Pollution industrielle sur la zone de Fos. Des actions sont menées, mais à la fin des années 2010, le secrétariat doit passer la vitesse supérieure. L'étude Epseal qui met en lien rejet industriel et maladie des habitants enflamme l'opinion. "Réponses" nait justement pour répondre à ces inquiétudes. En cinq ans, le dispositif, en concertation avec la population, a mis en place 150 actions concrètes, toutes détaillées sur son site internet.

Principal motif de satisfaction pour le dispositif Réponses : l'indice ICAIR d'AirPaca atteste d'une amélioration de la qualité de l'air entre 2013 et 2022... Autre exemple, la chasse aux fuites qui a permis une réduction de 24% des émissions de composés organiques volatiles émise par nos industries entre 2017 et 2023.

https://maritima.fr/actualites/environnement/martigues-etang-de-berre/773/pollutions-industrielles-sur-le-pourtour-de-letang-de-berre-cinq-annees-de-reponses

N° 216
PRINTEMPS 2024
BUSINEWS
TOUTE L'ÉCONOMIE DE LA PROVENCE
TRIBUNE
De l'insécurité à la confiance, la force du dialogue
Par Gwénaëlle Hourdin
LOI SANTÉ
Mieux-être au travail
ZOOM LOGEMENT
«Alliance pour le logement» : les professionnels font front commun
FOCUS ONE PROVENCE
Rassembler les énergies du territoire
PORTRAIT
Stéphanie DIAS
En direct !
10 € (Abonnement 50 € / An)

TRIBUNES

Opinion, avis, coup de gueule, expertise, billet, idée, conviction, sens critique, thèse, appréciation, idéologie, impression, sensibilité...

De l'insécurité à la confiance, la force du dialogue

par Gwénaëlle Hourdin

Gwenaëlle Hourdin est déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles Provence-Alpes-Côte d'Azur (SPPPI)

En 1965, l'industrialisation du Golfe de Fos a été décidée depuis la capitale sur une zone vierge peuplée de taureaux. Elle avait été vécue comme un séisme, les tensions portaient sur l'aménagement, l'urbanisation et dans une moindre mesure, l'environnement. Aujourd'hui, la deuxième vague d'industrialisation arrive dans un contexte radicalement différent. L'environnement et surtout ses impacts sur la santé sont au cœur des préoccupations des riverains. Et les connaissances engrangées, loin de créer de la confiance, ont plutôt généré de l'insécurité.

En effet, la somme des connaissances acquises par l'humanité suit une courbe exponentielle. Au temps des Lumières, il avait fallu 1800 ans pour doubler les connaissances de l'humanité. IBM avait prédit qu'en 2020, cette somme de savoirs doublerait en 12h. Vertigineux ! D'autant plus qu'internet en facilite l'accès comme jamais auparavant. Nous devrions donc mieux comprendre le monde. Mais cette évolution rend aussi difficile les processus de décision, la hiérarchisation des données, les vues d'ensemble et finalement, elle crée une insécurité. Plus nous savons, plus nous appréhendons la complexité des sujets et nos propres limites et plus nous sommes inquiets. Cette insécurité se traduit de multiples manières : tendance au repli sur soi, opinions tranchées et définitives, individualisme exacerbé, défiance, etc. La Constitution reconnaît à chacun le droit à l'information et à la participation sur les décisions concernant notre environnement. Mais le sujet va bien au-delà, puisque c'est, en fait, de santé dont on parle dans ce contexte d'insécurité.

Avoir confiance, c'est accepter d'être vulnérable par rapport à un tiers et d'autant plus sur les sujets santé ou santé au travail. Ainsi la question devient : comment restaurer la confiance des citoyens (ou des salariés) et notamment sur un sujet aussi prégnant que leur santé ?

Pour suivre un objectif exigeant

Il y a deux réponses immédiates : *« en les écoutant »* et *« en partageant l'information, voire la décision »*. C'est l'objectif de plusieurs instances mises en place autour de l'étang de Berre comme les concertations préalables, le *Lab territorial* ou le dispositif RÉPONSES (REduire les POllutioNs en Santé Environnement, NDLR). Les concertations préalables informent et font participer les citoyens sur chacun des projets à venir, le *Lab territorial* vise à définir des lignes d'horizon pour l'avenir du territoire. Le dispositif RÉPONSES, répond, lui, depuis 5 ans aux attentes des citoyens sur la pollution de l'air et ses effets sur la santé. Toutes ces instances ne se concurrencent pas. Bien au contraire, elles créent des espaces de dialogue et d'échanges sur des périmètres thématiques différents. Critiquables et perfectibles, ces lieux sont néanmoins indispensables pour s'écouter, comprendre les attentes des uns, les contraintes des autres et essayer de créer un débat constructif.

En ces lieux peut germer la graine de la confiance. RÉPONSES le démontre. Le taux de confiance des citoyens à son égard est de 80 % (résultats réitérés depuis 3 ans). Les facteurs-clés de ce succès sont au nombre de trois : l'engagement de tous les acteurs (industriels, collectivités, services de l'État, associations ou représentants des salariés), des résultats concrets apportés aux citoyens et un engagement fort dans le fait de rendre des comptes.

Créer de la confiance n'est pas un vœu pieux, un but inatteignable ou une vision bisounours du monde. C'est un objectif incontournable, exigeant, d'autant plus que chacun sait qu'elle n'est jamais acquise. Mais c'est la condition *sine qua non* d'un meilleur « vivre ensemble » et d'une adhésion pour réussir un projet. •

TRAVAUX PUBLICS & BÂTIMENTS DU MIDI

Etang de Berre : « Réponses » aide à progresser sur la qualité de l'air

Cinq ans après son lancement, le dispositif de dialogue Réponses continue d'avancer dans l'amélioration de l'information, concernant la lutte contre la pollution de l'air autour de l'étang de Berre. Le bilan 2023 était présenté le 28 mars.

Jean-Christophe Barla , le mardi 02 avril 2024

(JCB) - A travers les représentants des différents collèges (associations, experts, industriels), Réponses parvient à transformer en actions les attentes des citoyens.

Quand l'atmosphère des concertations publiques se réduit de plus en plus à une confrontation de postures et d'opinions plutôt qu'à la quête collective de compromis acceptables et réalisables, la première réussite du dispositif Réponses est d'être parvenu à **un dialogue apaisé et constructif**.

La rencontre du 28 mars, chez Provence Studios, à Martigues, destinée à présenter le bilan des actions engagées sur les 145 identifiées au lancement de l'initiative en 2019, a démontré qu'industriels, associations, services de l'Etat, scientifiques, élus ou simples citoyens ont appris à **se projeter au-delà de leurs désaccords**.

Né avec vingt participants, le dispositif en associe désormais 55. Et suscite toujours l'intérêt, puisque Laurent Vergély, aujourd'hui directeur des opérations industrielles de Carbon après plusieurs années chez Airbus Helicopters, rejoint les réflexions et travaux, dans le souci de **préparer au mieux l'implantation de la future usine de panneaux et cellules photovoltaïques à Fos-sur-Mer**.

> « J'étais très sceptique sur la capacité de Réponses à construire des demandes, lorsque le GMIF* s'y est investi. Je me suis trompé, j'ai compris la démarche d'intelligence collective. Il faut se confronter le plus tôt possible à toutes les parties intéressées pour être capable très vite de prendre des contre-mesures, de partager un socle commun. Tout industriel est un citoyen. En m'impliquant, j'entends bien réconcilier nos concitoyens avec l'industrie ».

De la méfiance à la confiance

En cinq ans, les équipes de Réponses ont entendu et **recueilli les attentes et perceptions de plus de 4 000 personnes sur les 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du golfe de Fos**, en allant les chercher jusque sur les marchés ou près des écoles. *« Nous tenons à écouter et toucher le plus de monde possible, aussi ceux les plus éloignés des modes de concertation habituels, comme les jeunes. Il est indispensable de garder toute la parole des citoyens, puis de la traduire en actions concrètes et de rendre des comptes. Auparavant, les habitants pouvaient se sentir méprisés, laissés pour compte, quand ils exprimaient des préoccupations. En pilotant le suivi des actions, les associations jouent un rôle primordial »*, indique Gwenaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI** Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui coordonne le dispositif.

René Tassy, président de l'association Eco-Relais Côte Bleue-Etang de Berre, admet que *« de la méfiance, on est passé à la confiance dans la vigilance »*. Il souhaiterait qu'un plus grand nombre de jeunes, supposés sensibles à la protection de l'environnement, s'investissent, le *« panel citoyen »* devant ouvrir bientôt un appel à candidatures.

A LIRE AUSSI

> **Fos-sur-Mer : GravitHy au tamis de la concertation**

Des efforts mesurés objectivement

Chargé de mission d'Atmosud pour le contrôle de la qualité de l'air, Sébastien Mathiot souligne la tendance à la réduction de la pollution atmosphérique sur le territoire. *« On mesure les efforts accomplis pour maîtriser les différentes molécules. Nous avons développé un nouvel indice, Icair, pour l'évaluer de manière globale et l'indice est passé de 6,5, en 2013, à 5 sur une échelle de 10. C'est un progrès sur l'exposition des populations, mais il faut continuer. Quand nous atteindrons 1, nous serons très bien ! ».*

Il annonce qu'une réactualisation de l'étude Scenarii qui avait été conduite pour mesurer les risques des cumuls de polluants sur la santé, sera effectuée cette année avec l'Agence régionale de santé, la Dreal, la Région. *« Réponses est un accélérateur d'actions »,* juge-t-il.

Au nom du collège des industriels, Marc Bayard, président d'Environnement Industrie, avait contribué au lancement de la plateforme « Allo Industrie » pour que les usines puissent alerter en amont et en temps réel leurs riverains de possibles émissions ou d'épisodes de torche.

Ce 28 mars, une cheminée de Naphtachimie, à Lavéra, crachait une flamme visible à des kilomètres à la ronde. L'information a été diffusée sur Allo Industrie. Mais le monde industriel s'est attelé à une action, *« unique en France et en Europe »*, assure-t-il, visant à **diminuer les émissions de COV** (composés organiques volatils) qui se diffusent dans l'air ambiant, en raison de microfuites, de pertes d'étanchéité sur des installations ou de manière accidentelle.

La Dreal Paca l'a facilitée par arrêté préfectoral. *« Les efforts accomplis ont abouti à la réduction de 24 % de ces émissions, c'est l'équivalent de 1 000 tonnes par an. Réponses nous aide à mieux communiquer sur nos réalisations et à aller plus loin que la réglementation dans notre volonté d'amélioration »*, ajoute Marc Bayard.

Le caractère inédit et exemplaire de la démarche lui vaudra d'être présentée le 22 avril à Marseille, lors du prochain Conseil national de l'air. *« Une telle initiative mérite d'être portée sur d'autres territoires et au niveau national »*, a confié Claire Pitollat, députée des Bouches-du-Rhône et présidente de ce Conseil.

(*) Groupement maritime et industriel de Fos.

(**) Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles.

https://mesinfos.fr/13270-fos-sur-mer/reponses-aide-a-progresser-sur-la-qualite-de-l-air-196405.html

TPBM
3 h ·

✍️ Pollution de l'air autour de l'étang de Berre : le Dispositif RÉPONSES fait le bilan 5 ans après son lancement.
🎤 La démarche a permis de recueillir les attentes de plus de 4 000 personnes sur les 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du golfe de Fos.
➡️ Industriels, associations, services de l'Etat, scientifiques, élus et citoyens poursuivent le dialogue.

Fos Sur Mer

#PollutionDeLAir #industrie #fossurmer #mesinfos

mesinfos.fr
Etang de Berre : « Réponses » aide à progresser sur la qualité de l'air

Publié le 03.04.2024

Résultats concrets pour le dispositif RÉPONSES

Ce jeudi 28 mars à Provence Studios, le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI PACA) a présenté des résultats concrets de son dispositif RÉPONSES (Réduire les POllutioNs en Santé Environnement) en matière de qualité de l'air.

Le SPPPI PACA est une instance de dialogue et de concertation sur les thématiques des risques, de l'environnement et de la santé. Créé, il y a 50 ans, autour du bassin industriel PACA de Fos -sur- Mer/ Berre l'étang, son expérience profite aujourd'hui à la région PACA. Grâce à son fonctionnement collégial inédit (associations, collectivités, État et établissements publics, industries et salariés) il contribue à mutualiser les savoirs et à identifier les attentes ainsi qu'à travailler sur des pistes de solutions. Soucieux d'engager des actions collectives pour améliorer la qualité de l'air, le SPPPI PACA a lancé en 2018 le projet RÉPONSES où les habitants et usagers sont au cœur du dispositif.

Quelques résultats chiffrés du dispositif RÉPONSES depuis sa création :

- Plus de 4000 habitants ou usagers du territoire de l'étang de Berre ont été entendus lors d'événements organisés dans les 21 communes de l'arrondissement d'Istres.
- De 20 acteurs en 2019, ils sont aujourd'hui 55 acteurs qui agissent contre la pollution de l'air.
- 150 actions ont été mises en place dont certaines sont terminées comme le dispositif Allo-Industrie, le diagnostic plan climat mais d'autres plus complexes demandent plusieurs années comme les études sur certains polluants spécifiques.
- Ces actions répondent aux 145 attentes des citoyens relatives à la santé et à l'environnement.
- 4 sujets sont prioritaires pour les citoyens : l'évolution de la qualité de l'air, la réduction des émissions, les effets sur la santé et les outils d'information.

Trois collèges étaient présents pour présenter des résultats.

Pour Sébastien Mathiot, chargé d'Action Territoriale, Département 13 chez Atmosud, l'indice ICAIR développé par Atmosud pour évaluer la pollution de l'air montre « qu'il est passé de 6,5 en 2013 à 5 en 2022. Il y a une amélioration de l'air en 10 ans mais l'indice demeure encore trop haut sur tout le territoire. »

Selon Marc Bayard, Vice -Président du GMIF (Groupement Maritime et Industriel de Fos) « on a mis l'accent avec la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sur une obligation réglementaire unique en France des Composés Organiques Volatils comme les hydrocarbures ou aérosols. Il y a eu un renforcement des contrôles des fuites sur un million de points. Conséquence entre 2017 et 2023, il y a eu une réduction des émissions de 24% des COV sur l'étang de Berre. Et les efforts se poursuivent. »

Quant à René Tassy Président Éco-Relais Côte Bleue Sud Étang de Berre, « le dispositif RÉPONSES va dans le bon sens. Il permet de comprendre, de suivre les fiches actions et de vérifier que les actions correspondent aux attentes. Nous sommes passés de la méfiance à de la vigilance. »

Enfin, Gwénaëlle Hourdin Déléguée Générale SPPPI PACA a présenté de nouveaux venus dans le dispositif RÉPONSES comme :

- Le GIPREB (Groupement d'intérêt public pour la réhabilitation de l'étang de Berre) dont l'objectif est l'amélioration de la qualité écologique des milieux aquatiques du complexe lagunaire de l'étang de Berre.
- Bruno Guiraud nouveau membre du panel citoyen a témoigné sur son rôle. « Le panel citoyen est composé d'une trentaine de personnes, groupe qui s'élargit chaque année. C'est un groupe témoin du territoire qui fait remonter les informations du terrain et qui exprime son avis sur la mise en œuvre du plan d'action. Pour ma part, j'ai une attente forte sur la mobilité. »
- Laurent Vergely Directeur des Opérations Industrielles*de Carbon a souligné l'importance de ce dispositif « qui permet de réconcilier les concitoyens et les industriels. »*

Claire Pitollat, Députée des Bouches du Rhône, Présidente du Conseil National de l'Air a conclu la rencontre par un souhait « je voudrais que le dispositif RÉPONSES porté par le SPPPI PACA soit exporté, étendu à d'autres territoires soucieux de la qualité de l'air. »

https://fossafm.com/resultats-concrets-pour-le-dispositif-reponses/

Publié le 03.04.2024

BUSINEWS
TOUTE L'ÉCONOMIE DE LA PROVENCE

"Réponses" en masse contre la pollution de l'air

Rédigé le Mercredi 3 Avril 2024 par Jean-Christophe Barla

Lancé en 2019, le dispositif "Réponses" a permis de gros progrès dans la prévention, le contrôle et la lutte contre la pollution de l'air. Le GMIF y apporte sa part.

Marc Bayard (GMIF), René Tassy (Eco-Relais) et Sébastien Mathiot (Atmosud) reconnaissent les bienfaits du dialogue instauré par Réponses (Photo JC Barla)

Une des actions les plus marquantes mises en œuvre dans le cadre du dispositif de dialogue *Réponses*, autour de l'étang de Berre et du golfe de Fos, pour améliorer la qualité de l'air, a été présentée le 28 mars, à Martigues, dans l'une des salles que Provence Studios utilise habituellement pour des tournages. A l'initiative du Groupement Maritime et Industriel de Fos et région (GMIF), entité de l'UPE 13 qui rassemble les industriels du département, une démarche de réduction des composés organiques volatiles (COV), a vu le jour à titre précurseur en France. Elle a été menée en coopération avec les services de l'Etat (DREAL), à l'origine d'un arrêté préfectoral pour mesurer ces particules très fines qui se diffusent dans l'air qu'on respire.

« Ce dispositif n'existe ni en France, ni en Europe », souligne Marc Bayard, représentant, au nom du GMIF, du collège des industriels dans *Réponses*. Les émissions de COV peuvent être fugitives, diffuses ou accidentelles, et s'expliquer par des micro-fuites, des problèmes d'étanchéité ou des épisodes de torches, comme Naphtachimie en a connu un fin mars. *« Les mesures effectuées depuis 2017 démontrent que les efforts des industriels ont permis de réduire de 24 % ces émissions, soit 1 000 tonnes par an qui n'ont pas été rejetées dans l'atmosphère »*, poursuit-il. *«Nous sommes encore dans une approche d'amélioration. Les échanges instaurés au sein de* Réponses *nous ont permis d'aller plus loin que la réglementation, de nous ouvrir vers plus de transparence et de recréer une dynamique, alors qu'auparavant le lien était rompu, dans la tête des habitants, avec le monde de l'industrie ».*

Rassurer et agir pour une meilleure crédibilité

Pour Gwénaëlle Hourdin (SPPPI), il faut savoir rendre des comptes aux citoyens sur les actions menées (Photo JC Barla)

Pour Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) qui assure la coordination de tous les acteurs impliqués (experts, associations, citoyens, industriels…), « Réponses *a permis d'instaurer une mécanique adaptée aux particularités du territoire, à savoir les 21 communes du pourtour de l'étang de Berre. Nous avons démontré qu'il contribue à générer de la confiance. Certaines de ses briques pourraient être reprises ailleurs, dans la région ou en France, sur des zones qui se heurtent à des problématiques similaires. »*

Au nom du collège des associations et en tant que président d'Eco-Relais Côte Bleue-Etang de Berre, René Tassy mentionne le bassin de Gardanne-Meyreuil où la reconversion de la centrale thermique suscite des tensions importantes

Dans la même rubrique

- L'hydrogène se fait une place sous le soleil de Provence
- Qista lance un nouvel assaut contre les moustiques
- L'avenir industriel au crible d'un dialogue sans tabou
- A Fos-sur-Mer, HyVence soumis à la concertation
- L'IRD fait infuser sa science des solutions durables et solidaires

au regard des projets industriels qui pourraient s'y positionner. En tant que représentant des experts, Sébastien Mathiot, chargé de mission chez Atmosud (qui contrôle l'évolution de la qualité de l'air), insiste sur *« le dialogue apaisé »* qui a nourri le dispositif depuis cinq ans. Les 145 actions engagées sur la base des attentes exprimées par les habitants (leur nombre s'étoffe en continu au gré des discussions menées sur le territoire) ont débouché sur des résultats concrets dont il est rendu compte chaque année.

Naphtachimie connaissait un épisode de torchage le 28 mars. Réponses veut pouvoir les mesurer objectivement. (Photo JC Barla)

Constater les effets et toujours s'améliorer

C'est là, d'ailleurs, l'atout majeur de l'initiative aux yeux de Claire Pitollat, députée des Bouches-du-Rhône et présidente du Conseil national de l'air. *« Il faut rassurer les citoyens, les rapprocher de chacun des acteurs et leur apporter des réponses par le dialogue et la confiance »*. Atmosud a instauré un nouvel indice *Icair* pour évaluer la pollution de l'air en prenant en compte différents types de polluants, quelles que soient leurs sources (transports, industrie, bâtiments…). À partir de là, l'organisme dresse des cartes pour mesurer les évolutions de l'exposition des populations à ces composants (particules fines, ultra-fines, ozone, COV…). *« Le territoire est dans une voie d'amélioration, mais il y a toujours des sujets sur lesquels nous devons avancer »,* admet Sébastien Mathiot.

Parmi les pistes évoquées, il y a la mise en place d'un *reporting* détaillé des heures de torchages avec émissions de fumées. *« Ce* reporting *permettrait d'objectiver les épisodes avec un outil de mesure et, en cas de dégradation, de chercher à comprendre d'où vient le problème »,* confie Marc Bayard. De toute manière, les associations veillent à ce que les attentes exprimées se matérialisent en effets concrets. *« La sensibilité des gens reste constante, d'autant plus qu'il y a les phénomènes qui se voient et ceux qui ne se voient pas »*, rappelle René Tassy. « *Notre rôle est de ne pas perdre le sens des actions. Aujourd'hui, on parle beaucoup des projets de décarbonation de Fos. Nous serons tout aussi vigilants pour qu'elle ne se fasse pas au détriment de la santé des habitants ».*

GOMET' santé

Pollution de l'air : cinq ans d'un dispositif de dialogue et 150 réponses

par **La rédaction**

8 avril 2024 à 09h10 (modifié le 7 avril 2024 à 18h07)

Point d'informations du dispositif Réponses lors de la réunion annuelle du 28 mars 2024 à Martigues (Crédit DR)

Cinq ans après le lancement du **dispositif Réponses**, l'heure est au bilan lors d'une réunion tenue à Martigues à Provence Studios le 28 mars dernier. La démarche de dialogue imaginée par le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) se penche sur les émissions liées à l'activité humaine et leurs impacts sur la santé, des enjeux qui font partie du quotidien des 300 000 habitants des 21 communes de l'arrondissement d'Istres. L'idée : recenser les préoccupations des citoyens et y répondre par des actions ou de l'information en réunissant une pluralité d'acteurs allant des associations aux collectivités en passant par l'État, les industriels et les organisations salariales. Vingt en 2019, ils sont aujourd'hui 55 à agir concrètement contre la pollution de l'air, chacun avec ses leviers dans son périmètre.

« *Le dispositif se découpe en trois temps,* explique **Gwenaëlle Hourdin**, déléguée générale SPPPI Provence Alpes Côte d'Azur. *D'abord, on recueille la parole des riverains en participant à des marchés, des festivals et des événements locaux. Depuis l'an dernier, on essaye de toucher un public plus large et d'intéresser la jeunesse. On a par exemple tenu un stand au Salon des Jeunes dans la Halle de Martigues. Ensuite, on rencontre les différents acteurs pour apporter des réponses adaptées et les évaluer. Enfin, chaque année on rend des comptes en présentant l'avancée du plan d'actions.* »
Depuis 2019, ce sont près de 4 000 habitants qui ont pu s'exprimer à travers le dispositif. Pour 23,4% des personnes interrogées, la priorité reste la réduction des émissions industrielles, suivie par la diminution de la pollution liée au transport (14,1%) et la connaissance des impacts sur la santé et l'environnement (11,7%).

En l'espace de cinq ans, 150 actions ont été mises en place. Certaines sont terminées comme **le dispositif d'information Allo-Industrie** ou le diagnostic plan climat. D'autres sont plus complexes et se déploient sur plusieurs années, comme les études sur certains polluants spécifiques ou le développement des mobilités douces. Ces actions « *en cours* » représentent 42% de l'ensemble des actions intégrées dans le dispositif Réponses. Un grand nombre des réponses apportée (32 %) sont renouvelées. Il s'agit, par exemple, de sensibilisation envers les enfants, de l'application Signal'Air, ou encore des aides financières pour le remplacement de foyers ouverts.

De la confiance et des résultats concrets

Pour René Tassy, président de l'association Éco-relai de la Côte Bleue et membre d'un collège du comité de pilotage du dispositif, cette démarche a permis de faire évoluer la relation entre les industries et les citoyens. « *On est passés de la méfiance à la vigilance* », confie-t-il. Marc Bayard, lui, voit Réponses comme le point de départ d'une nouvelle dynamique. « *Les entreprises ont appris à mieux écouter et communiquer* », développe le vice-président du Groupement maritime et industriel de Fos.
Mais le dispositif a surtout été un catalyseur d'innovations. Les industries ont par exemple augmenté le nombre de points de mesure des composés organiques volatils (COV) de 25% et diminué les émissions industrielles de ces particules de 24% pour les principaux émetteurs de la zone. Les résultats de ces efforts sont mesurables. **L'indice Icair**, créé par Atmosud pour évaluer de manière globale la pollution de l'air, est passé de 6,5 en 2013 à 5 aujourd'hui, attestant de l'amélioration de la qualité de l'air.

https://gomet.net/pollution-de-lair-cinq-ans-dun-dispositif-de-dialogue-et-150-reponses/

La Marseillaise

Le Conseil national de l'air se délocalise à Marseille

L'autorité étatique de concertation pour améliorer la qualité de l'air va se tenir à Marseille ce lundi. Une décentralisation pour une « meilleure écoute des acteurs locaux » et sous l'égide de la députée Claire Pitollat (Renaissance).

AMAURY BAQUÉ / BOUCHES-DU-RHÔNE / 22/04/2024 | 10H04

C'est la première fois que le Conseil national de l'air va se tenir dans une autre ville que Paris. Sa présidente, Claire Pitollat joue à domicile puisqu'elle est députée des Bouches-du-Rhône. PHOTO archives B.G

C'est une première : le Conseil national de l'air pose ses valises à Marseille, ce lundi. Cette instance de « *concertation et de consultation* » est présidée depuis plus d'une année par Claire Pitollat, députée Renaissance de la 2e circonscription des Bouches-du-Rhône et va se réunir au sein de la préfecture des Bouches-du-Rhône. « *Il a l'habitude de se réunir à Paris, mais il y a ce besoin de dire que beaucoup de polluants sont issus d'émissions locales, avec donc des spécificités liées aux territoires* », explique l'élue. Rappelons que ce conseil regroupe plus d'une cinquantaine de membres, réunis en collège où siègent des représentants de l'État, d'industriels, des collectivités territoriales, d'associations et autres experts sur le sujet. Et cette fois, le focus va être mis sur l'échelon local. « *Les collectivités territoriales sont pleinement investies sur le sujet mais elles attendent aussi un accompagnement et des compétences. Amener ce collège d'expert au plus près des territoires, c'est aussi l'objectif* », abonde Claire Pitollat. La matinée va être dédiée à des échanges avec des « acteurs locaux de la qualité de l'air » avant une réunion de travail sur la question de l'ozone. Enfin, les problématiques d'émissions maritimes et le dispositif « Réponses », qui recueille les attentes des habitants du pourtour l'étang de Berre concernant l'environnement, seront au cœur de la séance plénière de l'après-midi.

Encore du boulot à faire

Ce dernier dispositif recueille d'ailleurs toute l'attention de la présidente du conseil. « *Les industriels le saluent car il fait le lien avec les populations et permet de mieux cerner leurs attentes* », commente-t-elle. Avant d'évoquer un potentiel élargissement : « *Il faut qu'on arrive à l'essaimer ailleurs en France. Le présenter à l'ensemble du conseil va dans ce sens* ». Elle évoque aussi une forme « d'avance » du territoire de par l'expertise d'Atmosud. « *L'étang de Berre est un cas d'école très particulier, cela a amené Atmosud à développer des mesures sur des polluants qui ne sont pas encore réglementaires* », juge-t-elle. Même si elle reconnaît évidemment encore beaucoup d'efforts à faire : « *L'air s'améliore mais on n'est toujours pas au niveau des exigences des seuils de l'OMS* ».

Les Nouvelles Publications

PRÉSIDENTE DU CONSEIL NATIONAL DE L'AIR - DÉPUTÉE (REN) DE LA 2E CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Claire Pitollat : « Pour protéger la santé, l'Europe est le bon échelon »

La première réunion du Conseil national de l'air a lieu à Marseille ce 22 avril. Claire Pitollat nous décrypte les politiques publiques menées en faveur de la qualité de l'air.

Propos recueillis par Samuel Azemard, le lundi 22 avril 2024

(Crédit : Robert Poulain) - Claire Pitollat, députée Renaissance de la 2e circonscription des Bouches-du-Rhône.

Les Nouvelles Publications : Quelles sont les conséquences majeures de la pollution de l'air en France ?

Claire Pitollat : La qualité de l'air est avant tout un enjeu de santé publique. Si on a ce souhait de poser des seuils d'émissions, c'est bien pour protéger les citoyens. **L'arrêt cardiaque** fait partie des premières causes de décès, et on constate un lien entre une mauvaise qualité de l'air et les maladies cardiaques. Nous avons aussi **10 millions de Français atteints de maladies respiratoires** aggravées par la pollution de l'air. Enfin, des liens se font entre les maladies neurodégénératives, comme Alzheimer, et une mauvaise qualité de l'air.

A LIRE AUSSI

En France, la qualité de l'air s'améliore : le point par ville

Vous êtes présidente du Conseil national de l'air depuis 2023. Pourquoi avoir choisi Marseille pour la réunion du 22 avril ?

Comme je n'ai pas de budget, c'est quand même plus facile de se faire inviter sur un territoire où on a l'habitude de travailler. Mais, il y a aussi forcément un côté cœur. **Beaucoup de solutions viennent des territoires**.

J'aimerais qu'on puisse avoir un suivi beaucoup plus proche. On doit utiliser cette vision pour alimenter les politiques publiques. J'ai déjà un prochain Conseil national de l'air prévu à Bordeaux, ensuite j'aimerais le faire à Toulouse. Ce que je vise c'est : **deux plénières par an à Paris et trois, voire quatre, conseils en territoire** pendant l'année. Ce Conseil est une instance de concertation pour mettre au centre le dialogue. Utilisons-le comme **un outil de suivi et d'appui des compétences territoriales**.

En moyenne, on compte 47 000 morts liés à la pollution de l'air en France. Une instance de concertation sans budget, quel sera l'impact ?

Ces politiques publiques ont un impact de long terme sur l'amélioration de la santé de la population. On le sait, nos politiques budgétaires ne sont pas structurées pour faire de la prévention.

Il y a une réflexion concernant le financement des politiques publiques sur la question de l'air. La première étape était de déployer les Atmo pour surveiller. Désormais, **il faut passer à la surveillance active, voire l'action**. La difficulté, c'est que la qualité de l'air s'améliorant, leurs financements décroissent.

Quel est l'ordre du jour du 22 avril ?

Le matin, il y aura **un temps d'échanges** avec les associations pour en apprendre plus sur les innovations du territoire. S'en suivra **la première réunion de travail du groupe Ozone**, pour dessiner sa feuille de route. L'après-midi, nous aurons **la réunion** du Conseil national de l'air, avec ses membres (une cinquantaine).

Trois sujets ont été sélectionnés : les émissions portuaires, la révision de la directive européenne et la présentation du dispositif Réponses.

Que préconise la révision de cette directive européenne ?

Ce qui change avec la directive, c'est qu'on divise les seuils actuels par deux. Nous sommes dans une perspective où on améliore les choses, on permet aux gens de mieux respirer. Il faut continuer nos efforts.

Pouvez-vous nous en dire plus sur Icair ?

L'indice Icair est soutenu par l'ensemble des Atmo et AtmoFrance et que je soutiens au sein du Conseil national de l'air. Cet indice est **une sorte de somme de l'ensemble des polluants**, l'objectif étant de traduiretoutes les émissions. On propose qu'il soit utilisé à l'échelle européenne. Quand la révision de l'indice sera décidée au niveau européen, il y aura un dialogue entre les États pour savoir ce qui est retenu.

La qualité de l'air est-elle un enjeu pour les élections européennes ?

Il est important d'avoir une voix au niveau européen. Car c'est à cette échelle qu'on arrive à faire ces grandes politiques. Cela impacte les industriels, les acteurs économiques, et si on ne le porte pas au niveau de l'Europe, on crée des situations de concurrence déloyale.

Si on veut protéger la santé des citoyens, c'est l'Europe le bon échelon. Nous n'arriverons jamais à faire une politique protectrice au niveau de la santé sur les sujets environnementaux qu'au niveau franco-français.

La protection du littoral est importante pour vous, comment cela se traduit ?

Il y a plusieurs échelons. A chaque fois qu'on réduit la pression humaine, on voit que les écosystèmes se réparent. Par exemple, au Parc national des Calanques, petit à petit, on nous dit que le mérou est revenu.

Sur la décarbonation du maritime, cela se joue aux niveaux national et international, en organisant une feuille de route. C'est ce qui a été demandé dans la loi Climat et Résilience. Les armateurs travaillent avec le ministère de la Mer. Sur la plaisance, j'ai fait passer un premier amendement sur le sujet, dans le cadre de la Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi). **La mer n'est pas régulée comme la route.**

https://mesinfos.fr/13000-marseille/claire-pitollat-pour-proteger-la-sante-l-europe-est-le-bon-echelon-197731.html

mprovence

Publié le 24.04.2024

UN BILAN DE LA POLLUTION DE L'AIR... DES CITOYENS ENGAGÉS

AtmoSud dresse un bilan de la qualité de l'air en Région Sud en 2023. Quelles sont les actions qui réduisent la pollution de l'air ? Qu'est-ce qui pollue le plus ? Connaît-on réellement l'impact de la pollution sur la santé ? ... Découvrez également les actions citoyennes menées par le SPPPI (Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles)

SOCIÉTÉ Killian 23 avr 2024 | 5 minutes

LES CITOYENS PEUVENT PARTICIPER AU DÉBAT

Le Forum Citoyen de l'Air du 26 mars dernier organisé par AtmoSud, en partenariat avec France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du projet Capt'air citoyen, à l'Hôtel de Région à Marseille, a exprimé la volonté des acteurs de l'air d'agir en concertation avec les citoyens. Les discussions ont porté sur la prise de décisions et la mise en œuvre de mesures pour protéger la santé publique et l'environnement.

Dans le secteur de Martigues et Fos, le SPPPI (Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles) organise une démarche citoyenne engagée, le dispositif RÉPONSES qui lance un appel aux habitants des 21 communes bordant l'étang de Berre. Une phase de recrutement est lancée **jusqu'au 13 mai 2024** pour élargir le « panel citoyen » et accueillir de nouveaux membres voulant s'investir dans l'amélioration de la qualité de l'air. Cette campagne de recrutement vise à intégrer une trentaine de personnes, désireuses de participer activement à la dynamique locale. Le premier atelier de travail du panel citoyen aura lieu le 14 mai 2024 à Martigues.

QUI PEUT REJOINDRE LE PANEL CITOYEN ?

Aucune expertise environnementale préalable n'est requise ; l'accent est mis sur le partage d'expériences et de perspectives. Les personnes détenant un mandat électoral ou associatif ne sont pas éligibles afin de garantir la liberté d'expression et la diversité des avis. Les résidents ou acteurs des 21 communes environnantes, intéressés ou souhaitant s'intéresser aux enjeux de la pollution de l'air autour de l'étang de Berre, sont invités à participer.

QUELLE EST LA MISSION DU PANEL CITOYEN ?

Le Panel citoyen constitue un groupe de témoins représentant les habitants et usagers du territoire. Il formule des avis sur les étapes clés du dispositif RÉPONSES et remonte les informations de terrain. Les membres se réunissent trois fois par an et participent à des activités telles que des visites de sites industriels ou des présentations d'acteurs locaux.

COMMENT REJOINDRE LE PANEL ?

Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 13 mai 2024 via un formulaire en ligne disponible sur https://forms.office.com/e/xNY6CmJND0. Toutes les informations sont accessibles sur le site www.dispositif-reponses.org. Les retours positifs du panel citoyen 2023 soulignent l'importance des sujets abordés, des échanges et de la liberté de parole offerte à tous les participants.

https://mprovence.com/un-bilan-de-la-pollution-de-lair-des-citoyens-engages/

MProvence
3 962 abonnés
59 min •

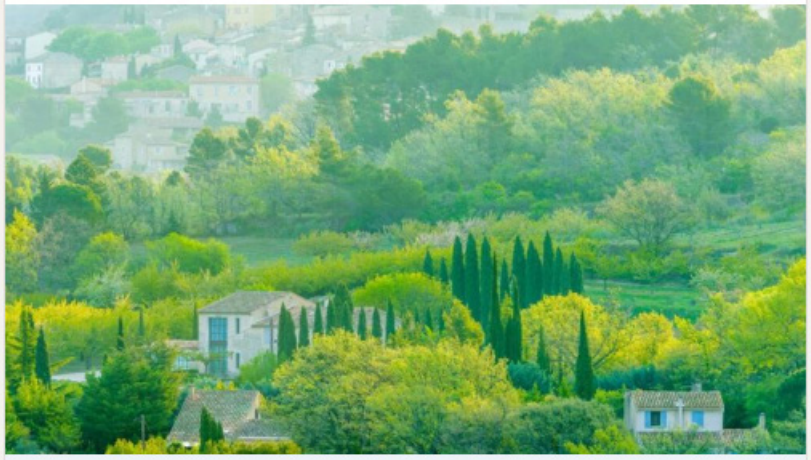
La qualité des données récoltées par AtmoSud va permettre de connaître l'impact de la pollution de l'air sur la santé et de mettre en œuvre des actions pour décarboner, réduire les particules fines et améliorer nos modes de vie et de consommation.

Bilan de la qualité de l'air en Région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur
Quelles sont les actions qui réduisent la pollution de l'air ? Connaît-on réellement l'impact de la pollution sur la santé ?

Découvrez également les actions citoyennes menées par le SPPPI PACA (Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles)

L'heure est au débat ! Participez-y !

Shirley VORMBROCK Gwenaëlle Hourdin Dominique Robin Marion Helou - Couillaud Mélanie Selvanizza Centre Hospitalier Universitaire de Nice (CHU de Nice)



Un bilan de la pollution de l'air... Des citoyens engagés - MProvence
mprovence.com • Lecture de 1 min

https://fossafm.com/podcast/

Publié le 05.2024

Le magazine de la ville de Martigues

MAI 2024 N°97

Reflets

LE CARNAVAL
à l'heure du monde / page 38

CINQ ANS DE RÉPONSES POUR MIEUX RESPIRER

Piloté par une association indépendante, le dispositif *Réponses* célèbre ses cinq ans d'existence. À l'heure de ce premier bilan, *Reflets* a tenté de savoir si la promesse de répondre concrètement aux inquiétudes des habitantes et habitants en matière de pollution atmosphérique avait été tenue

© Frédéric Munos

Pour célébrer ses cinq ans d'existence, le dispositif *Réponses* a accueilli le public dans les locaux de Provence Studios à Martigues.

L'étude avait fait l'effet d'une bombe à l'époque. En janvier 2017, une équipe de chercheurs concluait leur enquête « *Fos Epseal* », à Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, par une sentence : « *Les habitants font la chronique d'une pollution devenue ordinaire. Asthme, cancers et diabètes y sont plus élevés que la moyenne en France* ». Un an plus tard, Santé publique France pondérait ces conclusions en pointant des « *faiblesses méthodologiques* », mais reconnaissait que les préoccupations « *exprimées par la population et les concertations mises en place représentaient les intérêts majeurs de cette étude* ». Toutes les conditions sont réunies pour créer le dispositif *Réponses*, « *né dans un contexte d'inquiétudes des populations* ».

Nous sommes alors en 2019. Cinq ans plus tard, ce dispositif *Réponses*, pour « *RÉduire les POllutioNs en Santé Environnement* », existe toujours et œuvre sur l'ensemble du pourtour de l'étang de Berre.

« IL Y AVAIT UN FOSSÉ ÉNORME ENTRE INDUSTRIELS ET CITOYENS »

Un bilan a été présenté le 28 mars dernier à Martigues, dans les locaux de Provence Studios ouverts au public pour l'occasion. Premier constat, le dispositif a permis d'ouvrir le dialogue entre habitants et industriels, et ce n'est pas rien.

« *On est passé de la méfiance à de la vigilance* », observe René Tassy, président de l'association environnementale « Éco Relais Sud étang de Berre ». « *Il y a des résultats. Même s'ils sont encore insuffisants pour nous, ça va dans le bon sens* », ajoute-t-il.

Dans l'équipe responsable de coordonner *Réponses*, Gwénaëlle Houdin se souvient qu'au départ de l'aventure « *il y avait un fossé énorme entre industriels et citoyens. Les citoyens se sentaient méprisés, abandonnés, laissés pour compte parce que rien n'était fait, selon eux, contre la pollution de l'air* ».

> **« Avec les industriels, nous sommes passés de la méfiance à la vigilance. »**
> René Tassy, président d'Éco Relais Sud - étang de Berre

Marc Bayard membre du GMIF, Groupement Maritime Industriel Fos et sa Région, et ancien directeur de Naphtachimie, a lui aussi relevé cette évolution dans la perception de la population. « *Avant* Réponses, *le public nous posait la question : pourquoi les industriels ne font rien pour améliorer la qualité de l'air ? Aujourd'hui, on nous demande plutôt : qu'est-ce que vous faites et quels sont les résultats ?* »

CENT-CINQUANTE ACTIONS POUR RÉPONDRE

Mais la déléguée générale du SPPPI (Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles) PACA refuse de réduire *Réponses* à de la communication : « *Ce serait faire fi de tout cet effet boule de neige où de plus en plus d'acteurs impliqués dans la démarche, agissent et ont mis en place des actions sur la pollution de l'air* ». Les acteurs, au nombre de 55, ce sont les associations, industriels, collectivités, centres de recherche ou administrations qui ont mis en place 150 actions pour répondre aux préoccupations des habitantes et habitants du territoire en matière de pollution de l'air. En cinq ans, pas moins de 4 000 personnes ont ainsi participé aux réunions publiques, ateliers et questionnaires mis en place pour le dispositif. *Étude Mistral* sur le lien entre la pollution et les allergies, *étude Revela* sur le suivi de certains cancers, *Allo Industrie* pour s'informer sur les évènements industriels ou *VASCO2* visant à tester une solution de production de biocarburant par des microalgues sont autant d'actions concrètes qui répondent aux préoccupations. Les 150 attentes recensées auprès de la population et les actions mises en place sont à retrouver sur **www.dispositif-reponses.org**. **Cédric Lombard**

© Frédéric Munos

Une multitude de stands complétaient la traditionnelle réunion publique annuelle.

© Frédéric Munos

© Frédéric Munos

TROIS QUESTIONS À...

Sébastien Mathiot, chargé d'action territoriale au sein d'Atmosud dont le siège se trouve à Martigues

Comment évolue la qualité de l'air sur le pourtour de l'étang de Berre ?

Il y a une attente forte des citoyens qui veulent savoir clairement si la situation se détériore, s'améliore ou stagne. Atmosud surveille la qualité de l'air depuis longtemps et on peut s'autoriser à donner un avis. Le constat est clair. Les résultats des niveaux de polluants dans ce territoire s'améliorent à peu près sur tous les champs, y compris en matière de trafic routier par exemple. S'il y a toujours plus de voitures sur nos routes, ce ne sont pas les véhicules d'il y a 5 ans et encore moins d'il y a 10 ans. Les mesures que l'on réalise sur le territoire, notamment sur l'arrondissement d'Istres, montrent clairement des niveaux qui s'améliorent. Mais je suis obligé de le préciser, on reste quand même sur des hauteurs qui sont au-dessus des « seuils santé ».

Qu'en est-il en ce qui concerne plus particulièrement les rejets industriels dans l'atmosphère ?

De gros efforts ont été faits. Sur des molécules typiques du monde industriel, on voit clairement les niveaux baisser de jour en jour. Pour éviter d'empiler les cartes, Atmosud a développé un indice agrégé de polluants. Cet indice Icair évalue de manière globale la pollution de l'air. De 6,5 en 2013, il est maintenant de 5 sur une échelle de 10 pour l'immense majorité des populations vivant dans les Bouches-du-Rhône. Chaque point gagné est une ligne directrice de l'OMS qui est franchie. Lorsque l'indice atteindra 1, notre santé sera préservée. On n'en est pas là, mais vraiment on s'améliore.

Ça veut aussi dire que notre santé « environnementale » aussi s'améliore ?

Nous sommes avant tout un observatoire de polluants que nous relevons isolément. Et c'est vrai que les citoyens nous interpellent, et à juste titre, sur l'impact du cumul des polluants (l'effet cocktail, N.D.L.R.). Cette année 2024, avec nos partenaires que sont l'Agence régionale de santé, la Région et la Dreal, nous allons rendre compte d'une étude qui s'appelle SCENARII. Elle avait déjà été conduite en 2015 et nous la réactualisons. Elle doit évaluer l'exposition des populations à la pollution atmosphérique.

Propos recueillis par Cédric Lombard

MARTIGUES, ACTRICE ET ENGAGÉE

« Martigues est adhérente au SPPPI (pilote du dispositif Réponses, N.D.L.R.). Cette association est atypique, car elle réunit industriels, collectivités, associations environnementales et représentants de syndicats. On essaye de travailler ensemble pour avoir une meilleure préhension sur ces questions de l'industrie, de la pollution et du vivre ensemble dans un territoire comme le nôtre », explique Florian Salazar-Martin, adjoint délégué Environnement et Développement Écologique. « Réponses *est un outil qui permet d'être en contact avec la population et de mesurer les avancées et les retards en matière de pollution. Oui, la situation s'est grandement améliorée, mais elle n'est toujours pas satisfaisante. Il faut persévérer. À Martigues, nous croyons en la nécessité d'une production industrielle. La France en a besoin, nous en avons besoin et nous avons les savoir-faire. Il faut continuer à former aux métiers existants, mais nous avons aussi besoin d'autres apprentissages pour relever le défi de la transition vers des procédés de production plus responsables. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous allons accueillir le Cnam (Conservatoire national des arts et métiers) à Martigues.* Réponses *participe à sa manière à ce grand édifice, mais c'est à l'État d'accompagner ce changement au niveau des entreprises qui doivent peut-être un peu moins céder aux dividendes et investir davantage pour répondre à cet enjeu qui est considérable. »*

chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.martiguesbouge.fr/fileadmin/user_upload/Reflets_97-Mai24.pdf

La Marseillaise

Un dispositif participatif pour améliorer la qualité de l'air

Le dispositif Réponses lance une nouvelle campagne de recrutement afin d'intégrer une trentaine de nouveaux membres à son panel citoyen. Le premier atelier de travail se tiendra le 14 mai à Martigues.

ALICE MAGAR / MARTIGUES / 03/05/2024 | 08H11

Les réunions du panel citoyen se tiennent trois fois par an, de 18 heures à 20 heures. PHOTO SPPPI/DR

Formuler des propositions pour préserver la qualité de l'air grâce à un outil participatif regroupant les industriels, les riverains, les associations et les pouvoirs publics, c'est possible. Réponses (pour RÉduire les POllutioNs en Santé Environnement) élargit son panel citoyen pour la cinquième fois et lance une nouvelle campagne de recrutement auprès des habitants des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre jusqu'au 13 mai.

Si n'importe quelle personne peut partager ses préoccupations via le site du dispositif, seuls les membres du panel peuvent émettre un avis sur les étapes clefs de la concertation. « *C'est un groupe témoin du territoire composé d'une trentaine de volontaires qui a pour rôle de formuler des appréciations et de faire remonter les informations de terrain pour affiner l'orientation du dispositif*, explique Shirley Vormbrock, chargée

de mission au sein du SPPPI Paca. *On essaye toujours d'avoir un échantillon qui soit représentatif du pourtour de l'étang, même si les habitants des communes à proximité des industries comme Istres, Martigues ou Fos, sont ceux qui se manifestent le plus.* » Le panel se réunit trois fois par an. La première rencontre d'installation aura lieu le 14 mai à Martigues.

De véritables avancées

Membre du panel citoyen depuis sa création, en 2019, Valérie Sakakini incite les curieux à s'inscrire. « *Participer à Réponses m'a permis de mieux comprendre l'environnement dans lequel j'habite et je travaille et d'acquérir une petite culture industrielle,* développe cette habitante de Saint-Mitre-les-Remparts, en rappelant qu'aucune connaissance spécifique n'est requise pour intégrer le dispositif. *Notre rôle, c'est d'identifier des lieux où pourrait aller l'équipe du SPPPI pour rencontrer les usagers et toucher un maximum de monde, dont les publics éloignés. On est quelque part le pont entre le grand public et le coordinateur. On permet à la concertation de s'améliorer d'année en année en termes de méthode.* »

Pour cette mère de famille, le dispositif porte ses fruits : « *Au départ, les industriels avaient une certaine appréhension à se confronter aux habitants, une crainte d'être pointés du doigt. Ils se sont aperçus que les gens étaient plutôt ouverts et pas systématiquement dans l'opposition avec eux, puisqu'ils permettent de faire vivre le territoire. Il y a un véritable dialogue qui s'est instauré, les entreprises sont plus transparentes et font des efforts qui se voient dans les chiffres.* »

Un bémol cependant : le peu d'avancées du côté des pouvoirs publics. « *La pollution de l'air issue des transports est presque aussi importante que celle issue de l'industrie,* déplore-t-elle. *Pourtant, la mobilité est absente du bilan de Réponses et on ne voit pas arriver l'observatoire des cancers.* »

https://www.lamarseillaise.fr/societe/un-dispositif-participatif-pour-ameliorer-la-qualite-de-l-air-CN15811407

Publié le 15.05.2024

TRAVAUX PUBLICS & BÂTIMENTS DU MIDI

RÉGIS PASSERIEUX, SOUS-PRÉFET D'ISTRES

« Je sens poindre un plus fort consensus pour une "bonne" industrie »

A quelques jours de l'issue d'un "tunnel" de concertations préalables sur les projets industriels à Fos-sur-Mer, le sous-préfet d'Istres nous livre son regard sur le dialogue instauré et les travaux du Laboratoire territorial Industrie Fos-Berre.

(Crédit : J.-C. Barla) - Régis Passerieux, sous-préfet d'Istres, est impliqué dans le devenir industriel du territoire.

Le **20 mai**, Géosel achèvera sa concertation (agitée) sur son projet HyVence, après une **réunion de synthèse à Istres ce 15 mai**. C'est le point final (provisoire) d'une **succession de concertations publiques** préalables menées sous l'égide de la Commission nationale du débat public (Carbon, H2V, GravitHy). Certains débats ont été tendus, des **projets semblent mieux acceptés que d'autres**.

Parallèlement, d'**autres modes de concertation, plus discrets**, se développent et avancent de manière apaisée, comme le Laboratoire territorial Industrie Fos-Berre et le dispositif "Réponses" sur la qualité de l'air. Comment réussir à établir un dialogue et élaborer collectivement des équilibres qui satisfont acteurs politiques, économiques, associatifs, citoyens ? Impliqué dans le devenir industriel du territoire, **Régis Passerieux** livre sa vision de ces échanges, de leurs limites et de leurs promesses.

TPBM : Les réunions sur le projet HyVence ont montré combien, malgré sa volonté d'insérer son projet dans son environnement, la vision d'un industriel peut se heurter à la perception d'une population et de ses élus. Avec le Laboratoire territorial ou avec le dispositif « Réponses » sur la qualité de l'air, avez-vous le sentiment que le dialogue et la quête de compromis s'instaurent mieux que dans la formalité de la Commission nationale du débat public (CNDP) ?

Régis Passerieux : Une concertation publique et le travail du Laboratoire territorial Industrie Fos-Berre ou de "Réponses" ne poursuivent ni le même objectif, ni le même tempo. Le Laboratoire et Réponses visent à établir une **vision commune** en prenant le temps de consulter et entendre des points de vue d'acteurs très divers, dont un échantillon de citoyens prêts à donner de leur temps. Ces échanges permettent d'**interconnecter toutes les problématiques industrielles et environnementales** du territoire afin de préparer les ingrédients propices à des concertations postérieures dans de meilleures conditions de dialogue.

S'atteler ensemble à coproduire des scénarios, **définir des critères sur les projets à accueillir ou pas** et concevoir une vision globale à moyen terme représentent un énorme travail en amont. Réponses a réussi peu à peu sur la qualité de l'air à apporter des connaissances et des réponses concrètes aux attentes recueillies et exprimées sur le territoire. Le travail d'approfondissement mené par des associations, quand il s'inscrit dans une approche positive, l'éclairage fourni par des structures comme l'Institut écocitoyen pour la connaissance des pollutions, participent à **bâtir une toile de fond et des éléments d'information puissamment utiles pour les discussions**. Ces deux structures permettent de **donner du temps au temps**.

Au contraire, une concertation publique ponctuelle se déroule dans un **agenda bien plus serré**, avec une vie économique et industrielle, une transition énergétique qui suivent leur propre rythme. On est **dans le chirurgical sur les sujets d'implantation**, comme s'il fallait poser une prothèse, et, forcément, c'est **plus douloureux**. On se confronte au phénomène de refus, « *pas là* », « *plus loin* », il faut simplement accepter de se heurter à cette réalité du terrain.

Le cadre plus discret du Laboratoire ou de Réponses joue-t-il pour avancer plus facilement ?

Les rapports ne peuvent être les mêmes entre les participants. Mais le Laboratoire a vocation, dans un deuxième temps, à présenter ses travaux au grand public. Pour que ses réflexions, analyses et pistes qui ont été décantées collectivement soient accessibles au plus grand nombre, nous songeons à la **présentation d'une exposition itinérante et interactive**, peut-être l'année prochaine, **sur l'avenir de l'industrie**, avec pédagogie et dans la pluralité des options, dans des écoles, des lycées, des lieux culturels…

https://mesinfos.fr/13118-istres/je-sens-poindre-un-plus-fort-consensus-pour-une-bonne-industrie-199067.html

GOMET'

Qualité de l'air : le dispositif Réponses lance une nouvelle phase de consultation jusqu'au 3 juillet

par Rania Gabel · 29 mai 2024 à 13h07 (modifié le 29 mai 2024 à 13h08)

Point d'informations du dispositif Réponses lors de la réunion annuelle du 28 mars 2024 à Martigues (Crédit DR)

Jusqu'au 3 juillet, le **dispositif Réponses**, mis en place par le SPPPI Sud (Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles) il y a cinq ans, continue de recueillir les préoccupations et les attentes des habitants des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre (arrondissement d'Istres) au sujet de la pollution de l'air via **un formulaire de contribution en ligne**.

Pollution de l'air : cinq ans d'un dispositif de dialogue et 150 réponses

Pour répondre efficacement à ces inquiétudes, « *l'ensemble des acteurs du territoire s'engagent à y apporter des réponses concrètes lors de neuf événements publics* », précise le SPPPI Sud dans un communiqué de presse daté du 27 mai. Les rencontres auront lieu à Vitrolles, Miramas, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Grans, Châteauneuf-les-Martigues, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Martigues et Istres.

Depuis cinq ans, plus de 4 000 personnes ont été entendues dans les 21 communes du pourtour de l'étang de Berre. Au total, 145 attentes des habitants de l'étang de Berre ont été recueillies par le SPPPI Sud. L'organisme affirme avoir formulé 228 réponses et actions qui ont été mises en œuvre par les 55 organismes, services, entreprises ou entités impliqués dans le dispositif Réponses. Les habitants sont ainsi invités à venir découvrir ou mieux connaître ce dispositif ces actions entreprises sur le territoire pour améliorer la qualité de l'air.

https://gomet.net/etang-de-berre-13-le-dispositif-reponses/

La Marseillaise

La pollution de l'air n'est plus énigmatique pour les enfants

Pour sensibiliser les plus petits à la problématique de la qualité de l'air, le dispositif « Réponses » a organisé une chasse au trésor mercredi.

ALICE MAGAR / BOUCHES-DU-RHÔNE / 27/06/2024 | 07H49

Les enfants avaient six énigmes à résoudre. PHOTO A.M.

Le parc de Figuerolles est le théâtre d'une gigantesque chasse au trésor, ce mercredi 26 juin. Aux manettes, Laura et Romane qui précèdent les enfants à petits pas pressés pour installer chacune des six étapes. La première : un quiz sur les filtres qu'utilisent les industries pour limiter leurs émissions. La seconde : un classement des transports sur deux cordes à linge. D'un côté, les modes doux, de l'autre, les modes polluants. À chaque bonne réponse, un indice indique aux minots le lieu de la prochaine activité.

Pour Gwenaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI Paca * qui organise ce jeu de piste dans le cadre de son dispositif Réponses, sensibiliser un public aussi jeune à la problématique de la pollution atmosphérique est une première. « *On a déjà travaillé avec le conseil municipal des jeunes de Fos ou le CCAS Schweitzer de Miramas, mais on ne s'était jamais tourné vers cette tranche d'âge* », confie-t-elle. Le but : élargir au maximum la concertation en proposant un événement hors les murs, ludique, « *qui permette de toucher à la fois les enfants et les parents* », explique-t-elle.

https://www.lamarseillaise.fr/societe/la-pollution-de-l-air-n-est-plus-enigmatique-pour-les-enfants-DA16169309

Publié le 04.07.2024

La Provence.

Agenda

AUJOURD'HUI

Quartier pop
Concert Les Bons bardes, pinède Canto-Perdix, centre social Pistoun, à 18h.

Danses au Miroir
Soirée toutes danses, place de la Libération, Île, à 20h.
06 18 13 54 65.

DEMAIN

Don du sang
Collecte de sang, à la Maison de la vie associative, quai Lucien Toulomond, de 15h à 19h30.
https://dondesang.efs.sante.fr

La langue des contes
Lecture publique de contes japonais, avec Stéphanie Rondot, au bord du canal Saint-Sébastien (médiathèque), à 18h.
www.mediatheque-martigues.fr

Exposition sculptures et peintures
Suclptures bronze de Régine Pivier-Attolini et "Secrets de fabrication d'André Rippert, visibles jusqu'au 31 juillet, à la Raffinerie, 36 rue de la République. Vernissage à 18h.
www.raffineurs.org

Soirée musicale
Place Jean-Jaurès, Ferrières, à 19h.

Bal et exposition de voitures
Organisés par le comité des fêtes de la Couronne, place du marché, à 19h. Au programme : animations, pétanque, jeux pour enfants et grillades.
06 25 06 62 59.

Danse
Bal de tango argentin, place de la Libération, Île, à 19h30.
06 07 85 37 42.

SAMEDI 6 JUILLET

Soirée vénitienne
Déambulation "Fiers à cheval" par la compagnie Quidam, au départ de la pointe San Crist, Île, à 22h ; corso nautique, pointe San Crist à 22h ; et spectacle pyromélodique, plage de Ferrières, à 23h.
04 42 44 34 66.

Marché nocturne

Les enfants sensibilisés à la pollution de l'air

Mercredi, au parc de Figuerolles, des enfants ont pu profiter d'ateliers et de jeux autour de la pollution de l'air et des enjeux qui y sont liés, dans le cadre du dispositif Réponses.

Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Productions Industrielles (SPPPI PACA), outil unique de dialogue et de concertation pour la prévention des pollutions, des risques industriels et de leurs impacts sur l'environnement et la santé est intervenu mercredi dans le parc de Figuerolles avec le dispositif Réponses. Il s'agissait avant tout d'une action de sensibilisation à l'intention des enfants, concernant en particulier la pollution de l'air. De jeunes enfants étaient donc présents dans le parc de Figuerolles, accompagnés d'un parent, lui-même influenceur sur les réseaux sociaux, avec pour objectif de "*dialoguer et d'aider les mères de famille à être mieux informées*".

Gwenaëlle Hourdin, déléguée régionale du SPPPI PACA, des représentantes du dispositif Réponses pour la chasse au trésor et l'animation, ainsi que Marc Bayard, représentant les industriels pour Groupement Maritime et Industriel de Fos et sa Région, complétaient l'assistance. "*On fédère les industriels autour de leurs enjeux communs, on participe à la démarche Réponses*" a précisé ce dernier. Il s'est ainsi exprimé sur l'arrêté préfectoral concernant la réduction des émissions de composés organiques volatils. Mais cet après-midi avant tout dédié aux enfants a débuté par un premier atelier sur l'air, autour de questions comme : "Qu'est-ce que l'air ?", ou comme ce petit défi : "Différenciez les agents pollueurs liés à l'homme à la pollution naturelle." Les ateliers ont ciblé les usines, les déplacements, avec l'idée de purifier l'air avec les plantes, de trier les déchets, de planter des arbres, ces moments ludiques se terminant par un quiz et la découverte d'un trésor, toujours à Figuerolles, au bord de l'étang. L'objectif était de poser des questions, jouer, informer, apporter des réponses, pour aller plus loin. Ici avec les enfants, ailleurs avec les familles, auprès des collectivités ou des industriels. Né dans le contexte d'une inquiétude croissante des habitants du pourtour de l'étang de Berre concernant la pollution de l'air, le dispositif Réponses essaie activement d'apporter des solutions. Avec le souci, comme l'expliquent ses représentants, "*d'engager collectivement des actions pour répondre aux attentes exprimées, des actions sur lesquelles le dispositif assure un suivi constant afin de permettre leur bonne mise en œuvre. Chaque année, le dispositif rend ainsi compte de son avancement.*" Des perspectives encourageantes pour les riverains de l'étang.

N.GA.

Les acteurs du dispositif Réponses ont animé des ateliers pour les enfants au parc de Figuerolles. / PHOTO N.GA.

https://www.laprovence.com/article/region/68910353596550/repondre-aux-attentes-exprimees-a-martigues-les-enfants-sensibilises-a-la-pollution-de-lair

News·dayFR

A Martigues, les enfants sont sensibilisés à la pollution de l'air – .

LOCAL Kimiko Local New about 2 hours ago

A Martigues, les enfants sont sensibilisés à la pollution de l'air – .

Le secrétariat permanent à la prévention des productions industrielles (SPPPI Paca), outil unique de dialogue et de concertation pour la prévention des pollutions, des risques industriels et de leurs impacts sur l'environnement et la santé, est intervenu mercredi dans le parc de Figuerolles avec le dispositif Réponses. Il s'agissait avant tout d'une action de sensibilisation à destination des enfants, notamment concernant la pollution de l'air. De jeunes enfants étaient donc présents dans le parc de Figuerolles, accompagnés d'un parent, lui-même influenceur sur les réseaux sociaux, avec pour objectif de « sensibiliser les enfants à la pollution de l'air ».*pour dialoguer et aider les mères à être mieux informées*« .

Gwenaëlle Hourdin, déléguée régionale du SPPPI Paca, des représentants du dispositif Réponses pour le jeu de piste et l'animation, ainsi que Marc Bayard, représentant les industriels du Groupement Maritime et Industriel de Fos et sa région, ont complété l'audience.*Nous réunissons les industriels autour de leurs enjeux communs, nous participons à la démarche Réponses*", a-t-il précisé. Il s'est ainsi exprimé sur l'arrêté préfectoral concernant la réduction des émissions de composés organiques volatils.

Mais cet après-midi, avant tout dédié aux enfants, a débuté par un premier atelier sur l'air, autour de questions comme : « Qu'est-ce que l'air ? », ou comme ce petit défi : « Différencier les agents polluants liés à l'homme de la pollution naturelle. » Les ateliers ciblaient les usines, les voyages, avec l'idée de purifier l'air avec des plantes, trier les déchets, planter des arbres, ces moments ludiques se terminant par un quizz et la découverte d'un trésor, toujours à Figuerolles, au bord de l'étang.

Inquiétude croissante chez les résidents

L'objectif était de questionner, de jouer, d'informer, d'apporter des réponses, d'aller plus loin. Ici avec les enfants, ailleurs avec les familles, avec les collectivités ou les industriels. Né dans un contexte d'inquiétude croissante des riverains de l'étang de Berre concernant la pollution de l'air, le dispositif Réponses tente activement d'apporter des solutions.

Avec la préoccupation, comme l'expliquent ses représentants, «*d'entreprendre collectivement des actions pour répondre aux attentes exprimées, actions sur lesquelles le système assure un suivi constant afin de permettre leur bonne mise en œuvre. Chaque année, le système rend ainsi compte de son avancement.*« Des perspectives encourageantes pour les riverains de l'étang.

https://news.dayfr.com/local/4026122.html

FOSSA FM
(https://fossafm.com)

Écoutez notre radio en direct LIVE
Gims & Dadju - Terminal 2F

Le dispositif Réponses à la Médiathèque de Fos-sur-Mer

Ce mercredi 9 octobre de 14 à 17h les médiateurs du dispositif Réponses du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles sont à la Médiathèque de Fos-sur-Mer pour présenter leurs actions mises en œuvre et échanger avec le public de ses attentes et de ses préoccupations sur la qualité de l'air du pourtour de l'étang de Berre.

Mieux connaître le SPPPI PACA

La montée en puissance des questions environnementales autour de l'étang de Berre ont poussé le gouvernement à commanditer une mission d'étude qui recommandera la constitution d'un SPPPI sur la zone de Fos. Il possède une gouvernance collégiale et innovante au travers de son bureau et de son Conseil d'Orientation qui sont composés de représentants des associations, des collectivités locales, des industriels, des syndicats et de l'État. Le SPPPI a pour objectif de traiter

les questions liées aux activités industrielles comme la santé et l'environnement, les risques majeurs, les déchets, les sites, sols et minéraux et leurs facteurs de risques et de nuisances pour les hommes, les biens et les milieux naturels, qu'il s'agisse de risque à court, moyen et long terme.

Le dispositif Réponses

Le dispositif Réduire les PollutioNs en Santé Environnement piloté par le SPPPI PACA depuis 2018, recueille les attentes et les préoccupations des habitants du pourtour de l'étang de Berre en matière de qualité de l'air afin d'y apporter des réponses concrètes. Pour ce faire, RÉPONSES réunit régulièrement l'ensemble des acteurs du territoire qui sont à même d'engager collectivement des actions pour répondre aux attentes exprimées. Il apporte également une information éclairée et centralisée aux habitants, en assurant une réponse précise à chaque question émise.

Dispositif RÉPONSES à la Médiathèque

Pour la première fois, les médiateurs du dispositif RÉPONSES tiennent un stand à la Médiathèque de Fos-sur-Mer de 14h à 17h. Pour Gwénaëlle Hourdin Déléguée générale du SPPPI PACA « nous sommes ravis d'être à la Médiathèque car nous pouvons rencontrer ceux qui le souhaitent pour discuter avec eux de la pollution de l'air, de ce qu'ils attendent ainsi que de leurs préoccupations. On souhaite accueillir tout le monde. Venez nous rencontrer surtout si vous n'y comprenez rien, cela permettra de mieux comprendre ensemble. »

Une exposition est également prévue à la Médiathèque du 1er au 15 octobre.

Informations : contact@spppi-paca.org

Renseignements au 04 42 11 27 58

Pascale Bélanger

Gwénaëlle Hourdin SPPPI PACA - Dispositif Réponse
by FossaFm radio locale de Fos FOLLOW
00:00 -08:20

Article publié le : 09/10/2024